et cela sous l'autorité d'une loi qui régirait ce domaine de la représentation. Autrement, monsieur le président, nous faisons le jeu de l'autruche. Nous n'avons qu'à nous souvenir de la dernière proposition qui avait été faite, qui avait cette fois-là fait lever un tollé de tous les députés, à travers toutes les provinces canadiennes, à cause de la façon dont on avait établi les quotients. Monsieur le président, on s'est rendu compte à ce moment-là qu'il a fallu beaucoup de subterfuges plus ou moins droits, plus ou moins clairs, plus ou moins précis, pour que le Parlement mette fin à cette proposition. Aujourd'hui, nous en avons une proposition qui, dans l'ensemble, comme plusieurs députés l'ont dit, plusieurs de mes collègues, sont généralement acceptables à quelques exceptions près, comme dans l'Abitibi, comme dans l'Est du Québec, comme, par exemple, lorsqu'on a parlé de la disparition de la circonscription de Rivière-du-Loup, comme lorsqu'on parle de la disparition de la circonscription d'Abitibi. Monsieur le président, c'est d'autant plus important que ce Parlement ait son dernier mot à dire quant à la représentativité. Je ne donnerai qu'un exemple encore une fois pour montrer l'importance du deuxième point que je soulevais et, pour montrer l'importance pour le Parlement, par un projet de loi très précis, d'exprimer son dernier mot là-dessus, étant donné qu'il est l'organe de représentation de notre pays. Abitibi est un exemple absolument typique, c'est un coin de pays immense, avec une population aussi importante que Lotbinière, Montréal, Québec, Trois-Rivières ou Drummond. Ces gens-là ont droit à la même représentation. Ces gens-là ont les mêmes droits que n'importe quel autre citoyen. Ils sont des «payeurs de taxes» à part entière. Que je sache, on ne fait pas payer moins de taxes aux gens d'Abitibi qu'on en fait payer aux gens d'autres coins du pays. Pourquoi alors ces gens seraient-ils privés d'une aussi efficace représentativité au Parlement, sous prétexte qu'ils vivent dans un très vaste territoire et sous prétexte que la population n'est pas aussi numériquement forte que dans le centre de Montréal?

Monsieur le président, lorsqu'on part avec ce genre de critères, on en arrive à des absurdités. On ne peut pas accuser les commissaires de ce genre d'absurdités. Ils marchent avec les outils qu'on leur a donnés. C'est plutôt nous-mêmes qu'il faut accuser là-dessus. On a joué un peu à l'autruche finalement, monsieur le président. Comme on dit en anglais, à un moment donné: *Give me the tools and I will do the job*. C'est à peu près la situation qui prévaut présentement. Et je dis, monsieur le président, que nous n'avons pas le droit, en tant que Parlement, de permettre une baisse de représentativité dans des coins de pays sous prétexte qu'ils vivent dans des grands territoires.

Ce n'est pas la faute des gens de l'Abitibi si cette situation se produit, ce n'est pas la faute non plus des gens de Rivière-du-Loup. Lorsqu'on parle d'un changement comme de Saint-Octave-de-Dosquet, c'est un changement qui est bien minime. C'est en fait la localisation d'une paroisse très précise dans une circonscription plutôt que dans une autre. Ça c'est un genre de problème que la Commission peut facilement régler, sans déranger quoi que ce soit. Mais lorsqu'on parle du degré de représentativité de toute une population ou de tout un territoire donné, là c'est tout une autre question, monsieur le président, et je pense qu'à ce niveau le Parlement canadien devrait assurer la protection, je dis bien la protection, des droits des Canadiens à un juste... degré de représentativité au Parlement, égal d'un océan à l'autre, peu importe la langue, peu importe la localisation dans le pays, peu importe l'instruction. En foi de quoi, ce Parlement devrait être saisi, dans le plus bref

Circonscriptions électorales—Loi

délai possible, par le président du Conseil privé de qui relève cette compétence, d'un projet de loi qui donnerait au Parlement canadien l'autorité nécessaire, suffisante pour, à la fois, créer une commission permanente sur la représentativité au Canada, sur la délimitation des circonscriptions, non pas simplement tracer des lignes pour en arriver à des chiffres, surtout sur la participation des Canadiens à l'intérieur de ces lignes fictives, pour que chaque citoyen, où qu'il soit au Canada à l'intérieur de ces groupes de lignes fictives, ait sensiblement, équitablement, la même représentation au Parlement.

Monsieur le président, nous discutons des salaires des députés à la Chambre. Il y a quelques exceptions pour permettre à certains députés de régions très éloignées d'avoir un certain compte de dépenses plus élevé pour pouvoir s'y rendre. Cela est un fait connu ici de tout le monde. Pourquoi? Pour donner à un député une plus grande facilité et une certaine équité par rapport à ses autres collègues. Si on le fait et si on admet cette sorte de principe d'exception à cause du facteur d'éloignement pour certains députés, pourquoi ne le ferait-on pas davantage et surtout pour les citoyens, justement, de ces propres circonscriptions? Cela ne coûte rien au Parlement. Cela coûte simplement le principe d'un citoyen qui vit à Malartic, à Rivière-du-Loup, à Drummondville, à Victoriaville ou à Montmagny, qui a sensiblement la même représentativité au Parlement. Il n'en sera qu'à lui, à ce moment-là, de décider dans quelle voie politique il ira pour se donner cette représentativité, mais ce Parlement lui aura assuré au moins le droit d'avoir un député à lui, dans sa circonscription, qui représente typiquement cette région et qui fait, monsieur le président, que ce député puisse être accessible et qu'on puisse le rencontrer et obtenir des services de ce député et qu'on puisse avoir de l'information de ce député.

Mais si on part uniquement avec le principe d'un certain quotient numérique quantitatif et qu'il en découle des lignes fictives, on en arrive avec des territoires très vastes, immenses, comme celui de l'Abitibi qui en est un exemple absolument extraordinaire, aberrant.

Par ailleurs, une circonscription de Montréal, par exemple, avec une population de près de 80,000 ou 100,000 âmes, ne constitue que quelques coins de rue. Monsieur le président, c'est important! Un autre facteur est important, et ce sera mon dernier point. Dans une municipalité comme Saint-Octave-de-Dosquet tout le monde se connaît. C'est une entité par elle-même. C'est un village par lui-même. Tout le monde se connaît et l'on s'entraide, on se serre les coudes et on se connaît. On se rencontre sur le perron de l'église et on participe à la vie paroissiale. Dans une municipalité comme Montréal, on ne connaît pas son voisin dans le même immeuble.

De cela, monsieur le président, il en découle beaucoup de frustrations, lorsqu'on ne tient pas compte de ces petits facteurs, qui, dans le fond, ne sont pas si petits que cela parce qu'ils sont tellement humains.

Voilà pourquoi je me permets de conclure en espérant humblement et respectueusement que les honorables commissaires tiendront compte des instances que je leur fais, non pas tellement au sujet du bill à être présenté, puisque cela est du ressort du président du Conseil privé, mais quant à la municipalité de Saint-Octave-de-Dosquet afin qu'on réponde aux souhaits de cette population à l'effet d'avoir sa représentation comme elle l'a présentement, et cela à l'intérieur des cadres de la circonscription de Lotbinière, au même titre, monsieur le président, que nous acceptons avec grande joie la population de Saint-Apollin-